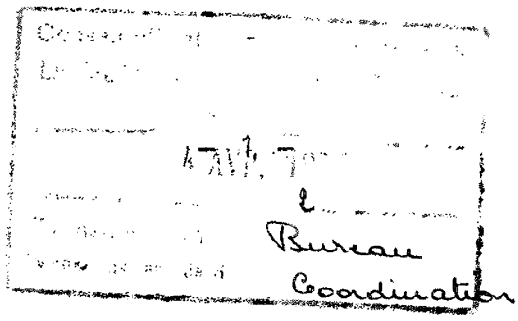
MTL. L.4665/2.



ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 3 mars 1955, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "établissant des règles concernant l'octroi, par les communes, de suppléments de traitements au personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes et concernant le financement de ces suppléments", a donné le 7 mars 1955 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e Maart 1955 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende regelen betreffende toekenning, door de gemeenten, van weddebijslagen voor het onderwijzend personeel van de lagere scholen en van de bewaarscholen en betreffende de financiering van die bijslagen", heeft de 7e Maart 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à autoriser les communes à octroyer aux membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes, tant adoptées que communales, un supplément de traitement qui, suivant que la commune intéressée est ou non classée dans la catégorie des communes de plus de 100.000 habitants par l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire, ne pourra excéder 20 p.c. ou 15 p.c. du traitement alloué en vertu de cette loi.

La charge du supplément sera supportée par l'Etat à concurrence de 15 p.c. ou de 10 p.c. de son montant, selon la catégorie à laquelle appartient la commune, dans tous les cas s'il s'agit d'écoles communales, dans les seuls cas où le personnel jouissait de suppléments communaux au 31 décembre 1950 s'il s'agit d'écoles adoptées.

L'intervention de l'Etat ne fera pas l'objet de subventions à charge du budget du Ministère de l'Instruction publique, mais sera imputée sur un article spécial du budget du Ministère de l'Intérieur après paiement des suppléments par la commune.

Les dépenses afférentes aux suppléments qui ne seront pas supportées par l'Etat serviront à déterminer la charge nette des dépenses d'instruction publique au prorata de laquelle se répartissent 17,95 centièmes du Fonds des communes, à condition que ces dépenses concernent ou des écoles communales ou des écoles adoptées dont le personnel jouissait de suppléments de traitement au 31 décembre 1950.

+

+ + ./...

Dans le régime actuellement en vigueur, les subventions en matière de traitement du personnel de l'enseignement primaire sont accordées aux communes quelle que soit la manière dont elles organisent cet enseignement, que ce soit en créant et en entretenant des écoles communales ou en adoptant des écoles privées.

En écartant de l'intervention de l'État les suppléments alloués par les communes au personnel des écoles adoptées lorsque ce personnel n'en bénéficiait pas au 31 décembre 1950, le projet déroge à ce principe traditionnel.

\+

\+ \+

Le projet modifie tantôt expressément, tantôt tacitement la loi organique de l'enseignement primaire. Il modifie également la loi concernant les finances provinciales et communales.

Il gagnerait considérablement en clarté et éviterait une dispersion inutile des dispositions s'il procédait de manière uniforme, par modifications expresses des législations auxquelles il touche. Ces deux législations sont déjà fort compliquées et il se recommande d'éviter toute aggravation à cet égard.

Les dispositions des articles 1er et 2 devraient, sous réserve de la partie relative à l'entrée en vigueur, être groupées et insérées dans la loi organique de l'enseignement primaire. Elles trouveraient leur place, en tant qu'elles concernent le personnel de l'enseignement primaire, à la suite de l'article 29 quater, et constitueraient un article distinct sous le numéro 29 quinquies.

./...

Quant au personnel de l'enseignement gardien auquel les dispositions doivent également s'appliquer, il suffirait de compléter l'alinéa 5 de l'article 33 bis par un renvoi à l'article 29 quinquies.

\+

\+ \+

L'article 4 prévoit le remplacement du § ler de l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire. L'insertion des articles ler et 2 du projet dans la loi rend l'article 4 inutile.

Il ressort en effet à suffisance du nouvel article 29 quinquies que le traitement des instituteurs communaux ne se borne pas nécessairement aux trois éléments énoncés dans le paragraphe qu'il est envisagé de remplacer.

\+

\+ \+

L'article 5 tend à compléter l'article 14 de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, de façon à permettre que les dépenses afférentes aux suppléments communaux de traitements qui ne seront pas supportés par l'Etat puissent servir à déterminer la charge nette des dépenses d'instruction publique au prorata de laquelle se répartissent les 17,95 centièmes du Fonds des communes, à condition toutefois que les dépenses concernent des écoles communales, ou des écoles adoptées dont le personnel jouissait de suppléments de traitement au 31 décembre 1950.

Compte tenu de l'abrogation de l'article 9, § 2, de la loi du 30 juin 1951, l'article 14 tel qu'il résulte du projet se présenterait comme suit :

./...

"Article 14.

17,95 centièmes du Fonds sont répartis au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction publique.

Ne peuvent être compris dans les dépenses d'instruction publique, les montants des suppléments communaux de traitement accordés au personnel des enseignements primaire et gardien pris à charge de l'Etat par la loi ainsi que ceux accordés au personnel des écoles adoptées où semblables suppléments n'étaient pas alloués le 31 décembre 1950".

Or, il va de soi que la charge nette des dépenses d'instruction publique de la commune ne saurait comprendre la part de l'Etat dans les dépenses afférentes aux suppléments communaux de traitement.

L'article 14 devrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 14.

17,95 centièmes du Fonds sont répartis au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction publique, non compris les suppléments octroyés au personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes adoptées par les communes qui n'accordaient pas ces suppléments le 31 décembre 1950".

./...

L'insertion des articles 1er et 2 dans la loi organique de l'enseignement primaire rend également inutile l'article 6.

Le projet devrait enfin être complété par une disposition aux termes de laquelle il aurait effet au 1er mai 1954 ainsi qu'il est prévu à l'article 1er.

Le projet appelle en outre des modifications de forme qui ne requièrent aucun commentaire et qui ressortent à suffisance du texte ci-après :

... (Intitulé et préambule , comme au projet du Gouvernement) ...

Article 1er.-

L'article 23, alinéa 1er, de la loi organique de l'enseignement primaire coordonnée le 25 octobre 1921, modifié par la loi du 30 juin 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"L'Etat accorde annuellement aux communes et aux directions des écoles adoptables pour le soutien respectivement des écoles primaires communales et adoptées et des écoles primaires adoptables des subsides équivalents aux traitements du personnel enseignant calculés suivant les dispositions des articles 29, 29 bis, 29 ter, 29 quater, 30 et 31 de

.../...

la présente loi. Ces traitements sont les mêmes pour les instituteurs et les institutrices. Les subsides sont payés mensuellement et directement aux instituteurs et aux institutrices. A cette fin, le Ministre de l'Instruction publique peut imposer à ces derniers l'obligation de faire ouvrir, à leur nom, un compte de chèques postaux".

Article 2.-

Il est inséré dans la même loi un article 29 quinquies rédigé comme suit :

"Article 29 quinquies.-

§ 1er. Les conseils communaux sont autorisés à accorder au personnel enseignant des écoles primaires communales et adoptées, des suppléments de traitement qui ne peuvent excéder 20 ou 15 p.c., selon que la commune est ou n'est pas classée dans la catégorie des communes de plus de 100.000 habitants, des traitements établis par les articles 29, 29 bis, 29 quater, 30 et 31 .

§ 2. Les suppléments accordés conformément au paragraphe 1er, soit au personnel de l'enseignement communal, soit au personnel des écoles adoptées où semblable supplément était alloué le 31 décembre 1950, sont à charge de l'Etat à concurrence de 15 ou de 10 p.c. des traitements fixés par la présente loi, selon que la commune est ou n'est pas classée dans la catégorie des communes de plus de 100.000 habitants.

Ces dépenses sont imputées sur un article spécial du budget du Ministère de l'Intérieur".

.../...

Article 3.-

L'article 33 bis, alinéa 5, de la même loi est complété par la disposition suivante :

"L'article 29 quinquies est applicable aux institutrices gardiennes des écoles communales et des écoles adoptées".

Article 4.-

L'article 14 de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, tel qu'il a été modifié par l'article 9, § 2, de la loi du 30 juin 1951 et par l'arrêté royal du 10 octobre 1951, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 14.-

17,95 centièmes du Fonds sont répartis au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction publique, non compris les suppléments accordés au personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes adoptées par les communes qui n'accordaient pas ces suppléments le 31 décembre 1950".

Article 5.-

Les articles 6, 7 et 9, § 2, de la loi du 30 juin 1951 relative au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, sont abrogés.

.../...

Article 6.-

La présente loi a effet au 1er mai 1954.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de l'Instruction publique,

Le Ministre des Finances,

Doel van het ontwerp is, de gemeenten te machtigen om aan de leden van het onderwijzend personeel zowel van de aangenomen als van de gemeentelijke lagere scholen en bewaarscholen, een weddebijslag toe te staan die, naar gelang de betrokken gemeente door artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs al dan niet is ingedeeld in de klassen van gemeenten met meer dan 100.000 inwoners, niet meer dan 20 t.h. of 15 t.h. van de krachtens deze wet uitgekeerde wedde mag bedragen.

De last van deze bijslag zal, naar gelang van de klasse waartoe de gemeente behoort, tot een beloop van 15 t.h. of 10 t.h. van het bedrag er van door de Staat worden gedragen, zulks in alle gevallen indien het gemeentescholen betreft, en alleen in de gevallen waar het personeel op 31 December 1950 gemeentebijslag genoot, indien het aangenomen scholen betreft.

Voor de Staatsbijdragen zullen geen toelagen op de begroting van het Ministerie van Openbaar Onderwijs worden uitgetrokken; wel zullen zij, nadat de gemeenten de bijslag hebben betaald, op een bijzonder krediet van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken worden aangrekend.

De aan deze bijslag verbonden uitgaven welke niet door de Staat zullen worden gedragen, zullen dienen tot het bepalen van de nettolast van de uitgaven voor openbaar onderwijs naar rato waarvan 17,95 honderste van het fonds der gemeenten wordt verdeeld, op voorwaarde dat deze uitgaven betrekking hebben

.../...

ofwel op gemeentescholen, ofwel op aangenomen scholen waarvan het personeel op 31 December 1950 weddebijslagen genoot.

\+

\+ +

Onder de huidige regeling worden de toelagen voor de wedden van het personeel van het lager onderwijs aan de gemeenten toegestaan, onverschillig op welke wijze zij dit onderwijs inrichten, zij het door het oprichten en onderhouden van gemeentescholen; dan wel door het aannemen van bijzondere scholen.

Door de Staatsbijdrage in de bijslag, welke de gemeenten aan het personeel der aangenomen scholen uitkeren uit te sluiten wanneer het personeel deze bijslag op 31 December 1950 niet genoot, wijkt het ontwerp van dit traditionele beginsel af.

\+

\+ +

Het ontwerp wijzigt, nu eens uitdrukkelijk dan weer stilzwijgend, de wet tot regeling van het lager onderwijs. Het brengt ook wijziging in de wet betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

Om de duidelijkheid te bevorderen en om een nutteloze versnippering van de bepalingen te vermijden, ware het raadzaam, op uniforme wijze te werk te

.../...

gaan, namelijk door middel van uitdrukkelijke wijzigingen in de desbetreffende wetgevingen. Deze twee reeds zo ingewikkelde wetgevingen moeten niet nodeloos nog ingewikkelder worden gemaakt.

De bepalingen van de artikelen 1 en 2 zouden, behalve dan het gedeelte dat de inwerkingtreding betreft, moeten worden samengebracht en ingevoegd in de wet tot regeling van het lager onderwijs. Zij zouden, voor zover zij het personeel van het lager onderwijs betreffen, een plaats kunnen krijgen na artikel 29 quater, en een afzonderlijk artikel kunnen vormen onder nr 29 quinquies.

Voor het personeel van het bewaarschoolonderwijs, op wie de bepalingen eveneens toepassing moeten vinden, kan men er mede volstaan aan het vijfde lid van artikel 33 bis een verwijzing naar artikel 29 quinquies toe te voegen.

\+

\+ \+

Artikel 4 vervangt § 1 van artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs. Door de invoeging van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp in de wet wordt het overbodig.

Het nieuwe artikel 29 quinquies doet immers genoegzaam uitschijnen, dat de wedde van de gemeenteonderwijzers niet noodzakelijk beperkt is tot de drie bestanddelen die in de te vervangen paragraaf worden vernoemd.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 5 strekt tot aanvulling van artikel 14 van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, derwijze dat de uitgaven betreffende de gemeentebijslag die niet door de Staat gedragen worden, kunnen dienen tot het bepalen van de netto-last der uitgaven voor openbaar onderwijs, naar rato waarvan 17,95 honderste van het fonds der gemeenten wordt verdeeld, op voorwaarde evenwel dat de uitgaven betrekking hebben op de gemeentescholen of op de aangenomen scholen waarvan het personeel op 31 December 1950 weddebijslag genoot.

Rekening houdend met de opheffing van artikel 9, § 2, van de wet van 30 Juni 1951, zou artikel 14, zoals het uit het ontwerp volgt, er als volgt uitzien :

"Artikel 14.-

17,95 honderste van het fonds wordt verdeeld naar rato van de netto-last der uitgaven voor openbaar onderwijs.

In de uitgaven voor openbaar onderwijs mogen niet begrepen worden de bedragen van de gemeentebijslag, toegekend aan het personeel van het lager- en bewaarschoolonderwijs, die de wet ten laste legt van de Staat, evenmin als de bedragen toegekend aan het personeel van de aangenomen scholen waar zodanige bijslag op 31 December 1950 niet werd toegekend ".

.../...

Het spreekt echter van zelf dat in de netto-last van de uitgaven voor openbaar onderwijs van de gemeente niet zou kunnen begrepen worden het aandeel van de Staat in de uitgaven betreffende de gemeente-bijslag.

Artikel 14 ware derhalve als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

17,95 honderste van het fonds wordt verdeeld naar rato van de netto-last der uitgaven voor openbaar onderwijs, niet inbegrepen de bijslagen welke aan het onderwijzend personeel van de aangenomen lagere en bewaarscholen worden toegekend door de gemeenten, die deze bijslagen op 31 December 1950 niet toestonden."

Door de invoeging van de artikelen 1 en 2 in de wet tot regeling van het lager onderwijs, wordt ook artikel 6 overbodig.

Het ontwerp ware tenslotte aan te vullen met een bepaling waarbij uitwerking wordt gegeven met ingang van 1 Mei 1954, zoals in artikel 1 in het vooruitzicht is gesteld.

Bovendien zijn in het ontwerp enkele vormwijzigingen aan te brengen die geen commentaar behoeven en voldoende uit de hierna volgende tekst blijken:

Opschrift en aanhef ... (zoals in het ontwerp van de Regering) ...

.../...

Artikel 1.-

Artikel 23, eerste lid, van de wet tot regeling van het lager onderwijs, samengeordend 25 October 1921, gewijzigd bij de wet van 30 Juni 1951 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Staat kent aan de gemeenten en aan de besturen der aanneembare scholen, tot ondersteuning onderscheidenlijk van de lagere gemeentescholen en aangenomen scholen en van de lagere aanneembare scholen jaarlijks toelagen toe van hetzelfde bedrag als de wedden van het onderwijzend personeel berekend volgens de bepalingen van de artikelen 29, 29 bis, 29 ter, 29 quater, 30 en 31 van deze wet. Deze wedden zijn gelijk voor de onderwijzers en de onderwijzeressen. De toelagen worden maandelijks en rechtstreeks aan de onderwijzers en onderwijzeressen uitbetaald.Met dit doel kan de Minister van Openbaar Onderwijs aan deze laatstende verplichting opleggen, op hun naam een postrekening te openen".

Artikel 2.-

In dezelfde wet wordt een artikel 29 quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 29 quinquies.-

§ 1. De gemeenteraden mogen aan het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen en aangenomen lagere scholen weddebijslagen toestaan, die de wedden, vastgesteld in de artikelen 29, 29 bis, 29 quater, 30, en 31 met niet meer dan 20 of 15 t.h. mogen overschrijden naargelang de gemeente al dan niet is ingedeeld in de klasse van gemeenten van meer dan 100.000 inwoners.

.../...

§ 2. De bijslagen toegekend overeenkomstig § 1, hetzij aan het gemeentelijk onderwijzend personeel, hetzij aan het personeel van de aangenomen scholen waar dergelijke bijslag op 31 December 1950 was toegekend, zijn ten laste van de Staat tot een beloop van 15 of 10 t.h. der wedden vastgesteld door deze wet, naargelang de gemeente al dan niet is ingedeeld in de klasse van gemeenten van meer dan 100.000 inwoners.

Deze uitgaven worden aangerekend op een bijzonder krediet van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaker ".

Artikel 3.-

Artikel 33 bis, vijfde lid, van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Artikel 29 quinquies is toepasselijk op de bewaarschoolonderwijzeressen der gemeentescholen en der aangenomen scholer ".

Artikel 4.-

Artikel 14 van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, zoals het is gewijzigd bij artikel 9, § 2, van de wet van 30 Juni 1951 en bij het koninklijk besluit van 10 October 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 14.-

17,95 honderdste van het fonds wordt verdeeld naar rato van de netto-last der uitgaven voor openbaar

.../...

onderwijs, niet inbegrepen de bijslagen welke aan het onderwijzend personeel van de aangenomen lagere- en bewaarscholen worden toegekend door de gemeenten, die deze bijslagen op 31 December 1950 niet toestonden".

Artikel 5.-

De artikelen 6, 7 en 9, § 2, van de wet van 30 Juni 1951 betreffende de wedde van de onderwijzers, houdende wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs en van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, worden opgeheven.

Artikel 6.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Mei 1954.

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Openbaar Onderwijs,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter
G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,		
G. HOLOYE,	raadsheren van State,		
G. PIQUET,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.